

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

N° /AOIO/MINTP/CMPM-TI/2019 DU 08 AVR 2019

Pour l'exécution des travaux de réhabilitation de l'ancien pont sur le fleuve Wouri sur la N3 dans la ville de Douala, département du Wouri, région du Littoral.

FINANCEMENT : BIP MINTP, Exercices 2019 et suivants.

Imputation : 53 36 468 04 45 14 20 2251.

Maître d'ouvrage : Ministre des Travaux Publics.

1. Objet de l'appel d'offres

Le Ministre des Travaux Publics, Autorité Contractante, lance pour le compte du Gouvernement Camerounais un Appel d'Offres International Ouvert pour l'exécution travaux de réhabilitation l'ancien pont sur le fleuve Wouri sur la N3 dans la ville de Douala, département du Wouri, région du Littoral.

2. Allotissement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont constitués en un lot unique, mais seront exécutés en deux tranches : une tranche ferme représentant les travaux de court terme et une tranche conditionnelle représentant les travaux de moyen terme.

3. Consistance des Travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Pour la tranche ferme

- o Les études d'exécution ;
- o Le relevé de l'ouvrage et la réalisation du dossier de récolement ;
- o La remise d'un dossier d'entretien et de gestion de l'ouvrage ;
- o Le contrôle intérieur ;
- o L'installation et la signalisation de chantier ;
- o L'installation des ouvrages provisoires ou éléments provisoires et tous les ouvrages mis au marché et qui ne font pas partie des travaux de réparation proprement dits ;
- o La mise en place des dispositifs de confinement du chantier pour la protection de l'environnement ;
- o La mise en œuvre d'un suivi géométrique de l'ouvrage ;
- o Le nettoyage et la dé-végétalisation de l'ouvrage (tablier, superstructures, Equipements, appuis) ;
- o La mise en œuvre des aciers passifs ;
- o Les renforcements des têtes de piles P1 à P4 ;
- o Les épreuves de l'ouvrage ;
- o Le traitement anticorrosion des pièces métalliques existantes sur l'ouvrage ;
- o La reconstruction des bossages ;
- o Le remplacement des appareils d'appuis ;
- o Le remplacement des joints de chaussée ;

- Pour la tranche conditionnelle

- o Le nettoyage des joints de chaussée ;
- o La mise en œuvre d'encrochements pour le renforcement des appuis ;
- o Les aménagements en perrés maçonnés et des murs poids en pierres locales ;
- o Le ragréage des appuis et du tablier.



4. Participation et origine

La participation au présent avis est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de droits camerounais ou étrangers.

5. Financement et montant prévisionnel

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Publics du Ministère des Travaux Publics de la République du Cameroun, pour le compte des Exercices budgétaires 2019 et suivants, Imputation : 53 36 468 04 45 14 20 2251.

Le coût prévisionnel des travaux est de **Trois milliards deux cent quarante-sept millions (3 247 000 000) de Francs CFA Toutes Taxes Comprises.**

6. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, situé au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sise au quartier Mvog-Ada, Tel : 222 22 92 34.

7. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, situé au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sise au quartier Mvog-Ada, sur présentation d'une quittance de versement au trésor Public d'une somme non remboursable de **cinq cent mille (500 000) Francs CFA** au titre des frais d'achat de dossier. Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres. Lors du retrait dudit DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer au Secrétariat de la Cellule des Appels d'Offres du MINTP, en indiquant leur adresse complète (B.P, N° téléphone, fax, E-mail ...).

8. Présentation des offres

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous double enveloppe dont :

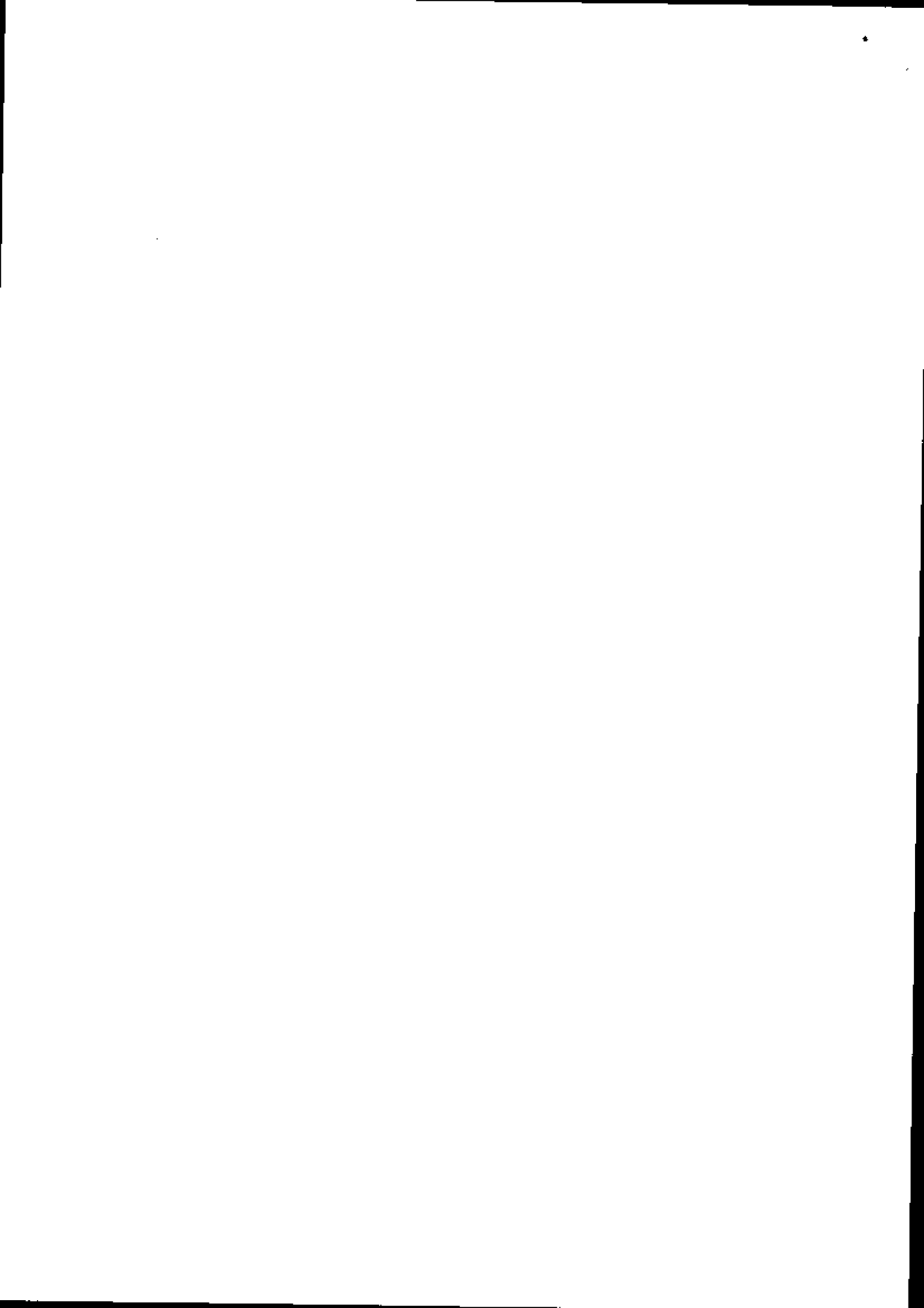
- L'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) ;
- L'enveloppe B contenant l'Offre technique (Volume 2) ;
- L'enveloppe C contenant l'Offre financière (Volume 3).

Toutes les pièces constitutives des offres (Enveloppes A, B et C), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique (autre que la blanche).

9. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en **sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies** marqués comme telles, devra être déposée contre récépissé, sous plis fermés, à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, situé au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sise au quartier Mvog-Ada, Tel : 222 22 92 34 au plus tard le 11/06/2019 à 11 heures. Elle devra porter la mention :



**« AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT
N° LiA /AOIO/MINTP/CMPM-TI/2019 DU 0810412019**

Pour l'exécution des travaux de réhabilitation de l'ancien pont sur le fleuve Wouri sur la N3 dans la ville de Douala, département du Wouri, région du Littoral

**FINANCEMENT : BIP MINTP, Exercices 2019 et suivants
Imputation : 53 36 468 04 45 14 20 2251**

Maître d'Ouvrage : Ministre des Travaux Publics

« A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT ».

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt seront irrecevables.

10. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation du dossier administratif, des offres technique et financière seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des enveloppes A, B, C contenant les pièces administratives, les offres technique et financière aura lieu le 19 Juin 2019 à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures du Ministère des Travaux Publics siégeant sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

La Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures établira séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la composition des offres.

12. Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de quatorze (14) mois, incluant les périodes relatives aux pluies, et court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Le délai d'exécution est réparti comme suit : onze (11) mois pour la tranche ferme (comprenant deux (02) mois de préparation) et trois (03) mois pour la tranche conditionnelle.

13. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier de premier rang agréé par le Ministre en charge des Finances et d'un montant égal à **soixante millions (60.000.000) de Francs CFA**.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.



14. Critères d'évaluation des Offres

14.1. Critères éliminatoires

Pièces administratives :

- a) Absence de l'original de la caution de soumission;
- b) Absence après un délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission;
- c) Non-conformité après un délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif;
- d) Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique ;

Offre technique :

- a) Fausse déclaration, documents falsifiés ;
- b) Absence de la note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- c) Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établies par le MINMAP ;
- d) Non justification de la possession en propre du matériel prioritaire suivant :
 - Au moins une (01) Grue ;
 - Au moins une (01) matériel de vibration du béton ;
 - Au moins une (01) Pompe à béton ;
 - Au moins une (01) Centrale à béton ;
 - Au moins une (01) Camion toupie ;
 - Au moins un système d'échafaudage métallique (Tube et portique);
 - Au moins huit (08) Consdes pour support vérin ;
 - Au moins huit (08) Vérins et leur centrale hydraulique ;
 - Au moins deux (02) Marteaux piqueurs ;
 - Au moins un (01) paquet de Perceuses type HILTY ;
 - Au moins une (01) Nacelle d'accès aux poutres ;
 - Au moins deux (02) Bennes à béton d'au moins 2 m³ ;
 - Au moins un (01) Chariot élévateur ;
- e) Absence d'un directeur des travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO ;
- f) N'avoir pas présenté au moins trois (03) nationaux parmi le personnel clé ;
- g) Absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible) d'au moins 1 000 000 000 (un milliard) de FCFA délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances ;
- h) N'avoir pas obtenu au moins un total de 56 OUI sur les 79 possibles en critères essentiels;

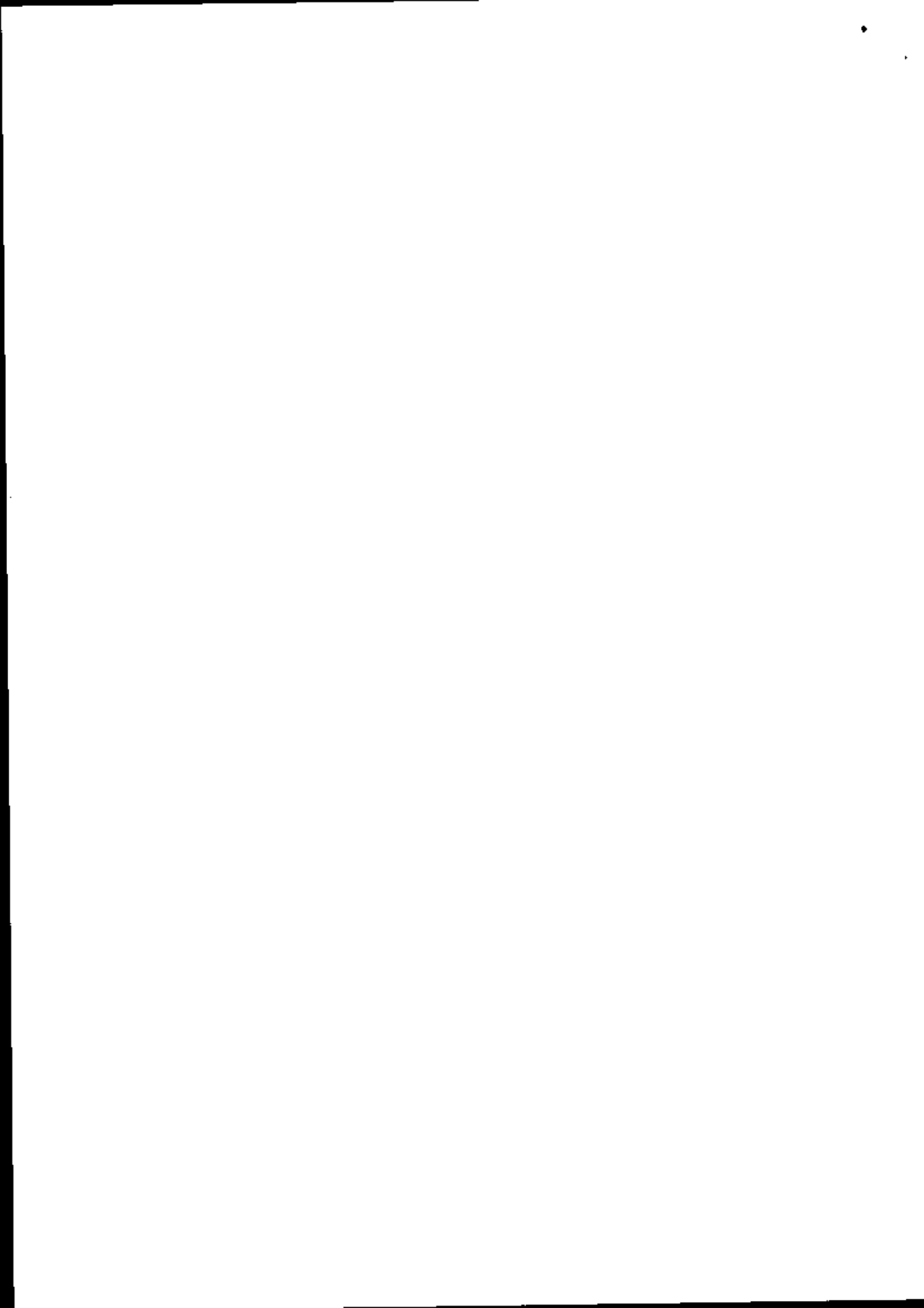
Offre financière :

- a) Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces suivantes : une soumission timbrée et signée, le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif et estimatif (DQE);
- b) Absence dans le BPU d'un prix unitaire quantifié.

14.2. Critères de qualification (critères essentiels)

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 79 sous-critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- 1) Présentation de l'offre sur 02 sous-critères;
- 2) Visite du site sur 02 sous-critères ;
- 3) Personnel sur 27 sous-critères;
- 4) Matériel sur 44 sous-critères;
- 5) Références du soumissionnaire sur 04 sous-critères.



NB : Tout agent public présenté parmi le personnel clé et qui n'a pas fourni tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique ne sera pas évalué.

15. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **cent vingt (120) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, Tel : (237) 222 22 92 34, situé au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sise au quartier Myog-Ada) ou à la Division des Ouvrages d'Art du Ministère des Travaux Publics, Tel : (237) 222 22 06 54 sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Bâtiment BAD/BM.

8 AVR 2019

Yaoundé, le _____

Le Ministre des Travaux Publics



Emmanuel NGANOU D





411

OPEN INTERNATIONAL INVITATION TO TENDER 08 AVR 2019

No. _____ /AOIO/MINTP/CMPM-TI/2019 OF _____

For the execution of rehabilitation works on the first Wouri Bridge on N3, in the city of Douala,
Wouri Division, Littoral Region.

FINANCING: MINTP PIB, 2019 Financial Year et seq.

Line: 53 36 468 04 45 14 20 2251.

Project Owner: Minister of Public Works.

1. Object

The Minister of Public Works, Contracting Authority, on behalf of the Government of Cameroon, hereby issues an Open International Invitation to Tender for the execution of rehabilitation works on the first Wouri Bridge on N3, in the city of Douala, Wouri Division, Littoral Region.

2. Allotment

Works under this Invitation to Tender shall be tendered for in a single lot, but shall be executed in two phases: a mandatory phase representing short-term works and a conditional phase representing medium-term works.

3. Scope of works

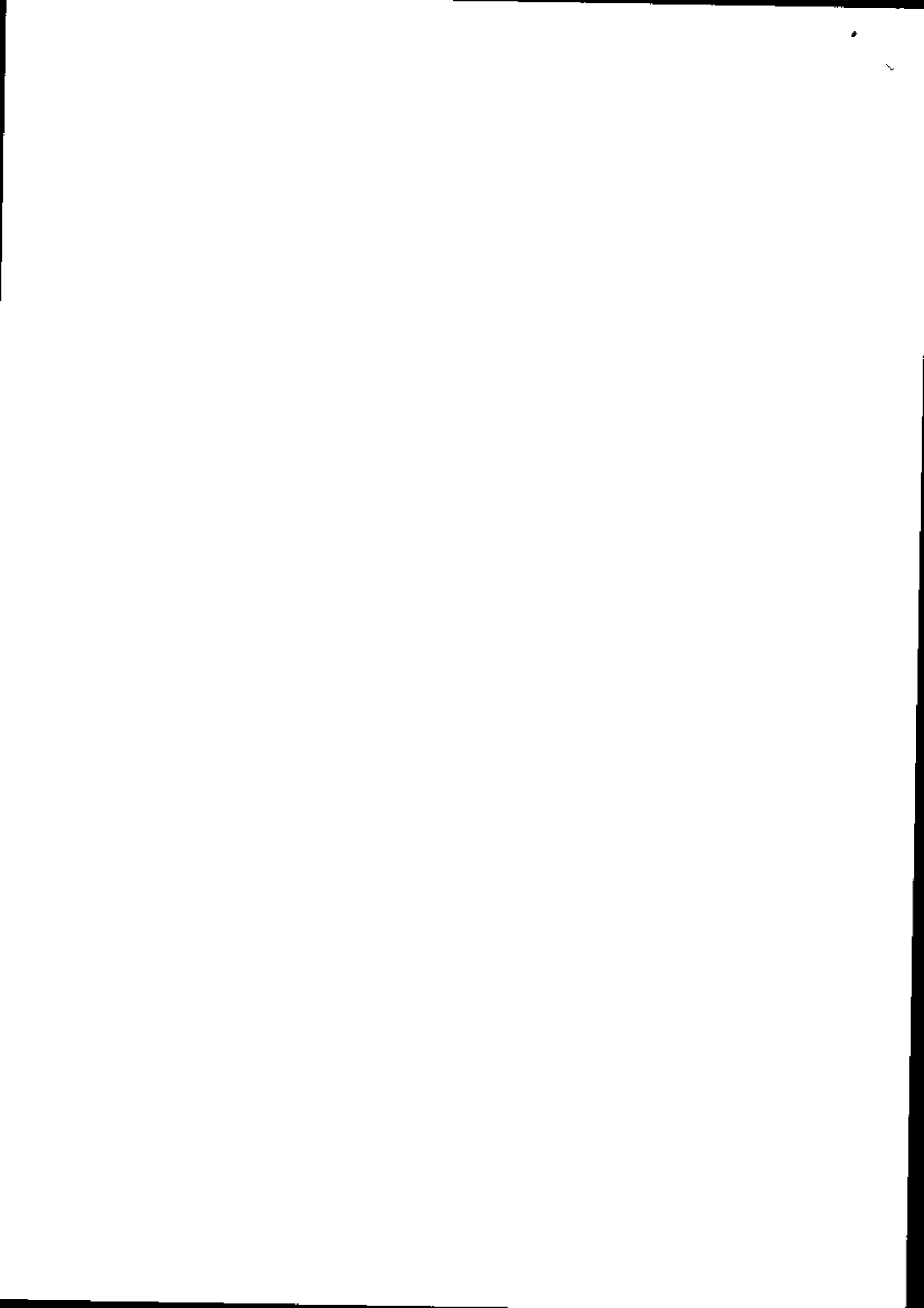
The works shall include:

- For the mandatory phase

- o Implementation Studies;
- o The structure survey and preparation of the verification file;
- o The submission of a file for the maintenance and management of the structure;
- o Internal control;
- o Site installation and signalling;
- o The installation of temporary structures or elements and of all structures under the contract that are not part of the repair work itself;
- o The installation of site containment systems for environmental protection;
- o The implementation of a geometric monitoring of the structure;
- o Cleaning and devegetation of the structure (deck, superstructures, equipment, supports);
- o Processing of passive steel;
- o Reinforcement of pier heads P1 to P4;
- o Tests of the structure;
- o Anti-corrosion treatment of existing metal parts on the structure;
- o Reconstruction of bosses;
- o Replacement of bearing devices;
- o Replacement of pavement joints;

- For the conditional phase

- o Cleaning of pavement joints;
- o Placing rockfills to reinforce the bearings;
- o Developments in masonry facings and gravity walls in local stones;
- o Levelling of bearings and deck.



4. Eligibility

Participation in this Invitation to Tender shall be opened on equal conditions to all Cameroonian or foreign companies.

5. Financing and estimated cost

The works under this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works of the Republic of Cameroon, 2019 Financial Year et seq., Line: 53 36 468 04 45 14 20 2251.

The estimated cost of works is **Three billion two hundred and forty-seven million (3,247,000,000) CFA Francs, incl. of taxes.**

6. Consultation of tender documents

Tender Documents may be consulted during working hours at the Contracts Department, Tenders Unit, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (paved entrance) in the Mvog Ada neighbourhood, Tel: 222 22 92 34

7. Acquisition of tender documents

Tender documents may be obtained during working hours at the Contracts Department, Tenders Unit, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance), in the Mvog Ada neighbourhood upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **five hundred thousand (500,000) CFA F.**

The said receipt must identify the payer as representing a contractor willing to participate in the Invitation to Tender.

Upon withdrawal of the said tender documents, tenderers shall register at the Secretariat of MINTP Tenders Unit, indicating their full address (PO Box, telephone, fax, e-mail, ...).

8. Presentation of tenders

The tender constituent documents shall be presented in the following three volumes enclosed in double envelope as follows:

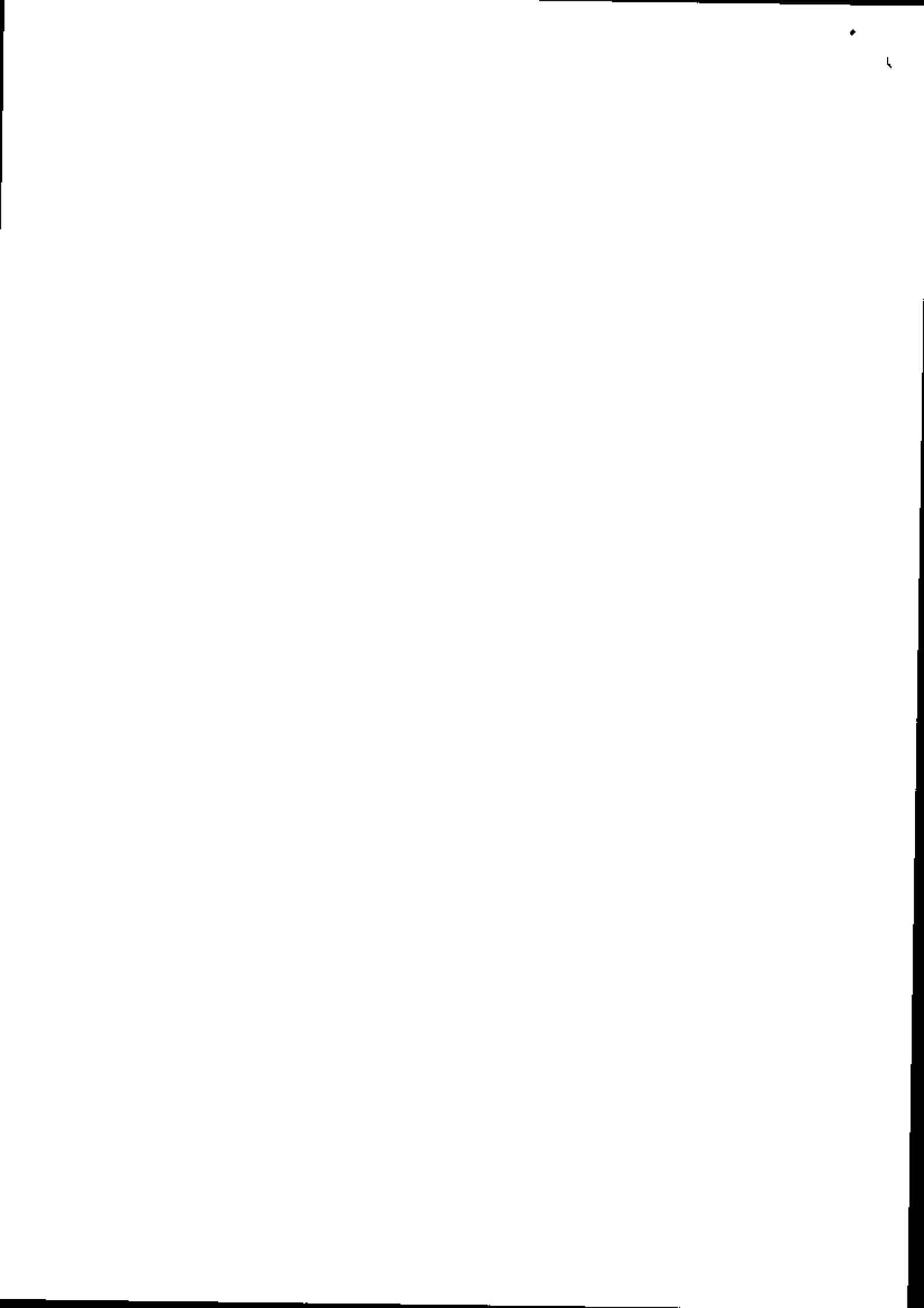
- Envelope A containing Administrative Documents (Volume 1);
- Envelope B containing the Technical Offer (Volume 2);
- Envelope C containing the Financial Offer (Volume 3).

All the constituent documents (envelopes A, B and C) shall be enclosed in a sealed outer envelope bearing only the subject of the Invitation to Tender.

The different documents of each offer shall be numbered in the order indicated in Tender Documents and separated by dividers of the same colour other than white.

9. Submission of tenders

Drafted in English or French and in **septuplicate (7), including one (1) original and six (6) copies**, labelled as such, each tender shall be submitted, against a receipt, in a sealed envelope at MINTP Contracts Department, Tenders Unit, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance) in the Mvog Ada neighbourhood, Tel: 222 22 92 34, no later than 12/06/2019 at 11 a.m. It shall bear the following:



OPEN INTERNATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 4A /AOIO/MINTP/CMPM-TI/2019 OF OS/01/2019

For the execution of rehabilitation works on the first Wouri Bridge on N3, in the city of Douala,
Wouri Division, Littoral Region.

FINANCING: MINTP PIB, 2019 Financial Year et seq.
Line: 53 36 468 04 45 14 20 2251

Project owner: Minister of Public Works

"TO BE OPENED ONLY AT THE TENDER EVALUATION SESSION."

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

10. Tender compliance

Tenders received after the submission deadline and those not respecting the separation mode of financial offers from administrative documents and technical proposals shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Invitation to Tender and Tender Documents shall be rejected, especially due to the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in Tender Documents and issued by a first class banking institution approved by the Ministry in charge of Finance, valid for thirty (30) days with effect from the expiration of the tender validity.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

These administrative documents shall be valid for three (03) months and the validity deadline shall not expire before the Invitation to Tender launch date.

11. Opening of tenders

Tenders shall be opened in a single step. Envelopes A, B, C containing administrative documents, technical and financial offers shall be opened on 12/06/2019 at noon in the meeting room of MINTP Infrastructural Works Tenders Board located at the Centre Regional Delegation of Public Works, Yaounde.

Tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice (even in the event of a joint-venture) with sound knowledge of their file.

The Infrastructural Works Tenders Board shall draft on the spot a report on the opening of tenders, mentioning the content of bids.

12. Time frame

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the execution of works is **fourteen (14) months**, including rainy seasons, with effect from the date of notification of the Notice to Proceed.

The execution time frame shall be divided as follows: eleven (11) months for the mandatory phase (including two (02) months of preparation) and three (03) months for the conditional phase.

13. Provisional guarantee (bid bond)

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) issued, in keeping with the model indicated in Tender document, by a first class financial institution approved by the Minister in charge of Finance. The amount shall stand at: **sixty million (60,000,000) CFA Francs**.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically at most 30 days after the expiration of the tender validity. That of the successful tenderer shall be released as soon as the definitive guarantee shall have been constituted. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

14. Tender evaluation criteria:

14.1. Eliminatory criteria



Administrative documents:

- a) Absence of the original of the bid bond;
- b) Absence, after an extension of 48 hours after opening of tenders, of at least one of the documents in the administrative file, except for the bid bond;
- c) Non-conformity, after an extension of 48 hours after opening of tenders, of at least one of the documents in the administrative file;
- d) False declaration, forged or unauthentic document;

Technical offer:

- a) False declaration, forged documents;
- b) Absence of a methodological note (organisation, planning and understanding of the project);
- c) Absence of formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not in the list of failing companies drawn by the Ministry of Public contracts.
- d) Not showing proof of possession of following minimum equipment:
 - At least one (01) crane;
 - At least one (01) equipment for concrete vibration;
 - At least one (01) concrete pump;
 - At least one (01) concrete mixer plant;
 - At least one (01) mixer truck;
 - At least one (01) metallic scaffolding system (tube and gantry);
 - At least eight (08) cylinder support brackets;
 - At least eight (08) cylinders with their hydraulic unit;
 - At least two (02) jackhammers;
 - At least one (01) package of drills, HILTY type;
 - At least one (01) bucket truck to access the beams;
 - At least two (02) concrete buckets of minimum 2 m³
 - At least one (01) forklift truck;
- e) Absence of a Construction Manager meeting the specific qualification and experience requirements under Special Tenders Regulation (RPAO);
- f) Not having proposed at least three (03) nationals among key staff;
- g) Absence of a financing capacity (available credit line) of at least 1,000,000,000 (one billion) CFAF issued by a first class banking institution approved by the Minister in charge of Finance;
- h) Failure to have obtained at least a total of 56 YES out of the 79 possible in essential criteria;

Financial offer:

- a) Incomplete financial offer due to the absence of one of the following documents: Unit Price Schedule and quantitative detail and cost estimates;
- b) Absence of a quantified unit price in the Unit Price Schedule,

14.2. Qualification criteria (essential criteria)

The technical proposals shall be evaluated out of 79 under-criteria according to the following essential criteria:

- 1) Presentation of tender out of 02 under-criteria;
- 2) Site visit out of 02 under-criteria;
- 3) Staff out of 27 under-criteria;
- 4) Equipment out of 44 under-criteria;
- 5) Bidder's references out of 04 under-criteria.

NB: Any public service employee listed among the staff who did not submit all documents justifying his availability notified by the Public Service shall not be evaluated.



15. Tender validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of **one hundred and twenty (120) days** with effect from the tender submission deadline.

16. Contract award

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid and meeting the relevant financial, technical and administrative requirements.

17. Further information

Additional technical information may be obtained at the Contracts Department, Tenders Unit, Tel: (237) 222 22 92 34 situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance) in the Mvog Ada neighbourhood or at the Engineering Structures Division of the Ministry of Public Works, Tel: (237) 222 22 06 54 located at the Centre Regional Delegation of Public Works, World Bank/AfDB Building.

08 AVR 2018

Yaounde, _____

The Minister of Public Works



Emmanuel NGANOU D.

